



Paul Kagame

Paul Kagame (/pɔl ka.ɡa.me/^{N 3}, en anglais : /pɔːl kə.ˈɡaː.meɪ/^{N 4}), né le 23 octobre 1957 à Ruhango (province du Sud, Rwanda), est un homme d'État rwandais, président de la République depuis le 24 mars 2000, après avoir été vice-président et ministre de la Défense de 1994 à 2000. Il est également président de l'Union africaine de 2018 à 2019. Il est considéré par plusieurs observateurs comme un dictateur^{3,4,5,6}.

Paul Kagame



Paul Kagamé en 2014.

Fonctions

Président de la République du Rwanda^{N 1}

En fonction depuis le 24 mars 2000^{N 2}
(21 ans et 21 jours)

Élection 17 avril 2000
(par le Parlement)

Sommaire

Situation personnelle

Origines et enfance

Formation et jeunesse

Vie privée et familiale

Guerre civile et entrée sur la scène internationale

Première phase de la guerre civile

Deuxième phase de la guerre civile durant le génocide contre les Tutsi

Dirigeant du Rwanda

Vice-président de la République et ministre de la Défense

Président de la République

Controverses sur son régime et le respect des droits de l'homme

Critiques et accusations de ses opposants

Affaires juridiques contre Paul Kagame

Distinctions

Notes et références

Notes

Références

Voir aussi

Articles connexes

Bibliographie

Liens externes

Situation personnelle

Origines et enfance

Issu d'une famille tutsi⁷, Paul Kagame naît le 23 octobre 1957 sur la colline de Nyarutovu, dans la commune de Tambwe, province du Sud (ancienne préfecture de Gitarama), près du centre de Ruhango. Il est le fils de Deogratius Rutagambwa (de la famille des Bega) et d'Asteria Bisinda (de la famille des Bagesera), qui est la sœur de la reine Rosalie Gicanda^{8,9,10}.

En 1961, à l'âge de quatre ans, il quitte avec sa famille le pays en raison des persécutions contre les Tutsis, commencées avec la révolution rwandaise ^(en)^{9,11}. La famille s'installe à Gahunge, dans le district de Toro, en Ouganda.

Formation et jeunesse

Paul Kagame aurait fait ses études secondaires successivement à la Ntare School de Mbarara, puis à la Old School de Kampala de 1972 à 1976.

À l'âge de 22 ans, en 1979, il rejoint les maquisards venus de Tanzanie sous la direction du futur président ougandais, Yoweri Museveni, dans un mouvement de résistance au régime d'Idi Amin Dada, qui devint la NRA, *National Resistance Army*, soutenue politiquement, économiquement et militairement par les États-Unis. Plusieurs réfugiés rwandais font aussi partie du noyau de cette rébellion qui renverse ensuite, en 1985, le président Milton Obote, puis en 1986 le président Tito Okello. Après le coup d'État de la NRA en 1986, Yoweri Museveni devient président de la République de l'Ouganda et plusieurs de ses compagnons d'armes rwandais deviennent officiers dans l'armée ougandaise. Paul Kagame est gradé major et obtient un poste important de directeur adjoint des services de renseignement militaire de l'armée ougandaise.

Après son mariage, Kagame est envoyé, en juin 1990, aux États-Unis pour un stage de commandement militaire (Command Staff) à Fort Leavenworth au Kansas¹¹.

Vie privée et familiale

En 1988, il épouse à Kampala Jeannette Nyiramongi, dont la famille était réfugiée au Burundi. Ils sont parents de quatre enfants¹¹.

Guerre civile et entrée sur la scène internationale

Première phase de la guerre civile

Venant d'Ouganda, le 1^{er} octobre 1990, le Front patriotique rwandais (FPR), formé dans les années 1980 par des exilés rwandais arrivés depuis 1959 et dirigé par Fred Rwigema, entre au Rwanda par la force, après des négociations sans succès pour leur retour au pays,



Jeannette Kagame en 2008.

déclenchant ainsi la guerre civile rwandaise. Dès le 2 octobre 1990, Fred Rwigema est tué pendant les combats^{N 5}. La mort de ce dirigeant emblématique est cachée plusieurs jours aux combattants du FPR. Le président ougandais, Yoweri Museveni, parrain du FPR, dont plusieurs responsables se sont illustrés comme officiers dans les rangs de son armée, impose son chef des renseignements militaires, Paul Kagame, vieil ami de Fred Rwigema, pour résoudre cette crise circonstancielle du FPR. Paul Kagame entre sur la scène internationale en prenant les commandes du FPR qu'il avait créé avec Fred Rwigema.

De 1991 à 1993, alternant défaites et victoires militaires, Paul Kagame négocie parallèlement les accords d'Arusha avec le président Juvénal Habyarimana, poussé à la discussion par l'ONU afin de mettre un terme à la guerre civile. Il négocie par l'intermédiaire de Pasteur Bizimungu qui deviendra président de la République pendant la première partie de la période de transition, après le génocide. Avant la période de ces négociations et lors d'un séjour à Paris du 17 au 23 septembre 1991, Paul Kagame est arrêté par les services français une douzaine d'heures, pour terrorisme, juste après avoir été reçu par Jean-Christophe Mitterrand et Paul Dijoud conseillers du gouvernement français pour les Affaires africaines auprès de l'Élysée. Paul Dijoud justifie cette arrestation : « Les accompagnateurs du major Kagame, qui circulaient avec des valises de billets, s'étaient fait repérer par la police et ont été arrêtés, sans que le Quai d'Orsay en ait été averti, puis libérés le soir après l'intervention du ministre des Affaires étrangères »¹². De son côté Paul Kagame affirme que Paul Dijoud l'avertit que s'il n'arrêtait pas les combats, tous les siens seraient massacrés¹³.

Deuxième phase de la guerre civile durant le génocide contre les Tutsi

En 1994, a lieu un attentat contre le président Juvénal Habyarimana, prélude du génocide des Tutsis du Rwanda¹¹. Il mène dès lors les troupes du FPR à la victoire militaire contre les Forces armées rwandaises et le gouvernement génocidaire malgré des troupes inférieures en nombre (15 000 hommes contre 50 000) et des moyens militaires moins importants. L'embargo sur les armes adopté par le conseil de sécurité de l'ONU embarrassait peu les forces gouvernementales, car des réseaux clandestins les approvisionnaient via Goma, au Congo, mais elles mobilisaient beaucoup de leur énergie dans la conduite du génocide des Tutsi qui fit environ 10 000 morts par jour pendant cent jours et extermina environ 90 % des Tutsi de l'intérieur du Rwanda. Il a aussi été mentionné des « massacres de civils... et exécutions sommaires par les forces du FPR, apparemment commises à titre de représailles »¹⁴, mais sans commune mesure avec le génocide^{N 6}.

Par la suite, Paul Kagame a été accusé d'avoir commandité l'assassinat du président Juvénal Habyarimana, notamment par la France et par les anciens collaborateurs de Kagame comme Ruzibiza, Patrick Karegeya¹⁵, le juge antiterroriste français Jean-Louis Bruguière, et par des officiers dissidents du FPR, tel Faustin Kayumba¹⁶. Cette thèse est remise en question en janvier 2012 par l'enquête des experts nommés par le successeur du juge Bruguière, même si l'expertise elle-même est discutée¹⁷.

Dirigeant du Rwanda

Vice-président de la République et ministre de la Défense

À la suite de sa victoire militaire, le FPR établit un gouvernement d'unité nationale, sur la base des accords d'Arusha, mais excluant les partis qui soutenaient les forces génocidaires : la CDR et le MRND. Pasteur Bizimungu devient président de la République le 19 juillet 1994, Faustin Twagiramungu devient Premier ministre et Paul Kagame, souvent appelé l'« homme fort du Rwanda »^{18,19}, devient vice-président et ministre de la Défense. Ce trinôme est perçu comme symbole de la réconciliation entre Hutu et Tutsi. Cependant, Paul Kagame est considéré comme le dirigeant *de facto* du pays¹⁹ et détient en réalité le pouvoir²⁰.

Paul Kagame est ensuite l'artisan de la « reconstruction » du Rwanda, complètement détruit et vidé par le génocide. Il chasse les dirigeants « hutu » ayant organisé et conduit le génocide des Tutsi, et contribue à la mise en place d'un régime où les femmes ont une place parfois majoritaire, comme au Parlement. Ses opposants qualifient ce régime de « tutsi », alors même que la référence politique « Hutu - Tutsi » est anticonstitutionnelle depuis l'adoption de la constitution de 2003²¹ (la majorité des ministres et des députés avaient, dans l'ancienne république exclusivement « hutu », une carte d'identité « hutu »). En fait, depuis une dizaine d'années, tous les Premiers ministres qui se sont succédé sont « hutu » d'origine ainsi que la majorité du haut état-major^[réf. nécessaire].

Il est aussi l'un des principaux artisans du renversement de son homologue du Zaïre (l'actuelle République démocratique du Congo) en 1997, le président Mobutu Sese Seko, dont le pays est 90 fois plus grand que le Rwanda. À la suite du génocide des Tutsi au Rwanda et de la déliquescence du régime de Mobutu, faits majeurs ayant entraîné les Grands lacs dans le chaos, il est l'un des principaux acteurs de la première (1996-1997) puis deuxième guerre du Congo (1998-2002). Des proches de ses officiers racontent qu'au départ les Rwandais, alliés avec l'Ouganda et l'AFDL de Laurent-Désiré Kabila, n'avaient pas l'intention de renverser Mobutu Sese Seko, mais que la faible résistance qu'ils auraient rencontrée au Zaïre les aurait alors décidés d'aller jusqu'à Kinshasa en 1997.

Président de la République

Après la démission de Pasteur Bizimungu le 23 mars 2000, Paul Kagame lui succède le lendemain comme président par intérim en tant que vice-président, avant d'être élu président de la République par le Parlement, le 17 avril suivant²². Il prête serment le 22 avril 2000²³. À la suite de l'instauration d'une nouvelle constitution par référendum, il est élu au suffrage universel direct le 25 août 2003 (95 % des voix).

Beaucoup d'observateurs accordent à Paul Kagame le mérite d'avoir apporté la stabilité et la croissance économique de ce pays dévasté. L'efficacité de la lutte contre la corruption au Rwanda, y compris contre des proches de Paul Kagame, est reconnue au niveau

international^[réf. nécessaire]. En revanche, des ONG, telles que HRW et Amnesty International, critiquent avec insistance ce qu'elles considèrent comme des manquements au respect des droits de l'homme, notamment en ce qui concerne la liberté de la presse et le climat des périodes électorales. Ses opposants considèrent son régime comme une autocratie répressive favorisant la minorité tutsie au prix d'assassinats encore inexpliqués.

Le 9 août 2010, à la suite de l'élection présidentielle, Kagame est réélu président du Rwanda avec 93 % des voix²⁴.

Il présente le développement économique, la mise au travail intensif des Rwandais, la lutte contre la corruption et l'exigence de « bonne gouvernance » comme des axes majeurs de sa politique^{N7}.

En novembre 2015, Kagame fait voter une modification constitutionnelle qui lui permet de se présenter à l'élection présidentielle de 2017. Fin décembre 2015, Kagame annonce qu'il sera effectivement candidat à l'élection présidentielle de 2017^{25,26}. Cette décision permet théoriquement à Paul Kagame de rester au pouvoir jusqu'en 2034, et ce alors que de graves entorses à la démocratie sont constatées au Rwanda²⁷.

Israël noue des relations commerciales avec plusieurs pays africains dont le Rwanda. En 2017, Kagame se félicite qu'Israël « continue à accroître ses engagements en Afrique »²⁸.

Il est réélu pour un troisième mandat le 5 août 2017²⁹ (98,8 % des voix)³⁰.

Le 28 janvier 2018, il est désigné président de l'Union africaine³¹. Kagame est président de l'UA jusqu'au 10 février 2019. Il est ensuite désigné président de la Communauté d'Afrique de l'Est le 2 février 2019³².

Controverses sur son régime et le respect des droits de l'homme

Critiques et accusations de ses opposants

Lors de la campagne en RDC contre les forces génocidaires (miliciens Interahamwe et anciennes Forces armées rwandaises) et les civils hutu qui s'y étaient réfugiés fuyant les atrocités du FPR, les troupes de l'armée patriotique rwandaise sont accusées de s'être livrées à des massacres de civils^{33,34}. En 1996-1997, Kagame est accusé d'ingérence dans les affaires internes du Zaïre du maréchal Mobutu et d'en violer la souveraineté nationale. Cette ingérence débouche sur la première guerre du Congo et la chute de Mobutu³⁵. Selon ses opposants, le sentiment de culpabilité de la communauté internationale vis-à-vis du génocide de 1994, qui a causé 800 000 morts selon l'ONU, n'y est probablement



Paul Kagame et George W. Bush, en avril 2005, à la Maison-Blanche.



Paul Kagame en 2010.

pas étranger^[réf. nécessaire]. Le gouvernement de Kagame est accusé d'utiliser le prétexte de l'argument sécuritaire afin de piller les ressources naturelles de l'est du Congo, région où vivent les Banyamulenge, Congolais rwandophones, immigrés au Congo en 1896³⁶.

En décembre 2008, un rapport de l'ONU accuse le Rwanda de soutenir la milice tutsi de Laurent Nkunda en RDC³⁷.

L'ancien président de la République Pasteur Bizimungu a été emprisonné pour quinze ans, six mois avant l'élection présidentielle de 2003, par la justice rwandaise. Il est gracié trois ans plus tard par Kagame. On déplore la disparition de plusieurs opposants et des assassinats³⁸. D'autres ont été maltraités pendant la campagne électorale.

À l'approche de l'élection présidentielle du 9 août 2010, plusieurs opposants de Paul Kagame sont assassinés³⁹. Un certain nombre d'associations, dont Reporters sans frontières, ont demandé de faire pression sur le Rwanda pour qu'il n'y ait plus d'assassinat politique⁴⁰. Condamnant notamment le meurtre du journaliste Jean-Léonard Rugambage, assassiné alors qu'il enquêtait sur une tentative de meurtre contre Faustin Kayumba Nyamwasa, autre opposant à Paul Kagame, Reporters sans frontières rappelle qu'il classe le Rwanda à « la 157^e place, sur 175 pays, du classement mondial 2009 de la liberté de la presse », et dénonce « le climat de terreur, l'escalade de la répression contre les voix indépendantes et la dérive totalitaire au Rwanda » sous Kagame⁴¹. Au nombre des opposants tués, figure André Kagwa Rwisereka, ancien membre du FPR, chef d'un parti d'opposition au FPR de M. Kagame, retrouvé presque décapité, une machette à côté de son corps⁴².

Le président du gouvernement espagnol, José Luis Rodríguez Zapatero, a refusé de recevoir Paul Kagame le 16 juillet 2010 à la suite de manifestations d'ONG protestant contre sa venue alors que certains proches de M. Kagame font l'objet de mandats d'arrêt pour génocide déposés par un juge espagnol⁴³. Ces mandats sont levés par le Tribunal suprême espagnol le 24 septembre 2015⁴⁴.

Le 1^{er} janvier 2014, l'ancien responsable des services de renseignement rwandais, entré en dissidence au milieu des années 2000, Patrick Karegeya, est retrouvé mort dans sa chambre d'hôtel, à Johannesburg. Le général Kayumba Nyamwasa, ancien chef d'état-major de l'armée rwandaise lui aussi en exil, dénonce un assassinat politique⁴⁵.

Affaires juridiques contre Paul Kagame

Enquête en France



Paul Kagame, lors d'un sommet dédié à la planification familiale à Londres en 2012.

Une enquête est ouverte en France concernant l'attentat contre le président Juvénal Habyarimana en avril 1994. En 1998, les familles des trois membres d'équipage français de l'avion présidentiel abattu ont porté plainte pour « assassinats en relation avec une entreprise terroriste »⁴⁶.

Le 21 novembre 2006, le parquet de Paris donne son accord au juge d'instruction Jean-Louis Bruguière pour qu'il délivre des mandats d'arrêts internationaux contre neuf proches du président rwandais Paul Kagame, dont James Kabarebe, chef d'État-major général des Forces rwandaises de défense, Charles Kayonga, chef d'état-major de l'armée de terre⁴⁷ et Rose Kabuye. Néanmoins, le juge d'instruction est dans l'incapacité d'engager de poursuites contre Paul Kagame en raison de l'immunité accordée en France aux chefs d'État en exercice, sauf à demander à l'ONU de saisir le Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR) en Tanzanie pour engager contre celui-ci une procédure judiciaire. L'enquête de Bruguière, censée conforter cette accusation, est partiellement remise en cause par deux enquêtes balistiques : celle d'experts du Royaume-Uni pour le compte du Rwanda et celle d'experts français nommés par le successeur du juge Bruguière, le juge Marc Trévidic. Ces conclusions sont elles-mêmes discutées [réf. nécessaire].



Paul Kagamé en 2016.

Juillet 2014 les juges d'instruction Nathalie Poux et Marc Trévidic ont décidé de mettre fin à l'instruction concernant l'attentat de l'avion Falcon survenu le 6 avril 1994⁴⁸.

Début octobre 2016, selon l'Agence France-Presse⁴⁹, les juges d'instruction Jean-Marc Herbaut et Nathalie Poux ont pris la décision d'envoyer une nouvelle commission rogatoire internationale à l'Afrique du Sud pour faire entendre Faustin Kayumba, ex-général rwandais⁵⁰.

Enquête en Espagne

Un peu plus d'un an après l'enquête du juge antiterroriste français Jean-Louis Bruguière accusant Kagame d'avoir commandité l'attentat du 6 avril 1994^{N8}, et s'appuyant sur des éléments de cette enquête, la justice espagnole met en cause le chef de l'État rwandais et son entourage. Notamment, l'enquête espagnole désigne Kagame et le FPR comme responsables de l'attentat du 6 avril.

L'Audience nationale, la principale instance judiciaire espagnole, a annoncé des poursuites contre 40 militaires rwandais, dont 11 généraux, pour « génocide, crimes contre l'humanité et terrorisme » commis après le génocide des Tutsi en RDC contre des ressortissants espagnols. Saisi en 2005 de l'assassinat, entre 1994 et 2002, de neuf Espagnols, six religieux et trois humanitaires, le juge Fernando Andreu, qui a instruit en vertu du principe de « compétence universelle », se livre à un réquisitoire de la méthode de prise de pouvoir puis de son exercice par le Front patriotique rwandais (FPR) de Kagame. Le président Kagame, dont la responsabilité serait désignée sans ambiguïté, est épargné, pour l'instant, en raison de son statut de chef d'État en exercice.

Le juge accuse le mouvement rebelle tutsi d'avoir commis, entre 1990 et 1994, des attentats contre les politiques et intellectuels hutus, afin de

« provoquer la terreur et tester la réaction de la population civile », qui se livrait en représailles à des massacres de Tutsis. S'exprimant au sujet de l'enquête espagnole, Paul Kagame déclare : « Imaginez l'arrogance que cela implique - comment un juge espagnol siège dans une ville ou village en Espagne et voit qu'il est de son devoir de mettre en accusation la direction entière d'une nation »⁵¹.

Le 24 septembre 2015, le Tribunal suprême espagnol ordonne la levée des mandats d'arrêt (abandon des poursuites) visant ces 40 militaires rwandais⁴⁴.

Distinctions

En juin 2016, il est décoré de l'Al-Wissam Al-Mohammadi — ordre de la Souveraineté⁵² — de classe exceptionnelle (grand cordon) par le roi du Maroc Mohammed VI⁵³.

Notes et références

Notes

- Depuis l'approbation de la nouvelle Constitution le 26 mai 2003, la forme longue du Rwanda n'est plus *République rwandaise* mais *République du Rwanda*.
- Par intérim du 24 mars au 22 avril 2000.
- Prononciation en français standard retranscrite phonémiquement selon la norme API.
- Prononciation en anglais standard retranscrite phonémiquement selon la norme API.
- La cause de sa mort est l'objet de nombreuses versions. Selon certains il aurait été tué par des concurrents au sein du FPR, pour d'autres il aurait été tué par les Forces armées rwandaises. Paul Barril, dans une interview accordée aux auteurs du film *Tuez-les tous !*, affirme qu'il a été tué par des Français à partir d'un hélicoptère
- Voir Abdul Joshua Ruzibiza (*Rwanda, l'histoire secrète*, éditions du Panama, 2005) qui impute à l'APR d'immenses massacres, y compris de Tutsi, et des éliminations de témoins; cependant il est critiqué (<http://www.ua.ac.be/objs/00245643.pdf>) et mis en cause (<http://www.fran cerwandagenocide.org/documents/JamagneRuzibizaMensongesMadeInFrance.pdf>).
- Voir Le Rwanda depuis les élections de 2003, Le Rwanda, meilleur élève du continent (<http://www.jeuneafrique.com/Articles/Dossier/JA2685p072.xml0/developpement-pauvrete-rwanda-securitele-rwanda-meilleur-eleve-du-continent.html>) (Jeune Afrique, 3 juillet 2012), Banque africaine de développement (<http://www.afdb.org/fr/countries/east-africa/rwanda/rwanda-economic-outlook/>), Banque mondiale (<http://www.banquemonde.org/fr/country/rwanda/overview>).
- Considéré comme signal déclencheur du génocide d'un million de Tutsis et opposants hutus.

Références

- https://www.africa-confidential.com/profile/id/328/Paul_Kagame
- <https://www.oxfordreference.com/view/10.1093/oi/authority.20110803100028328>
- « Rwanda : Règne de la censure et l'autocensure | Reporters sans frontières » (<https://rsf.org/fr/rwanda>), sur *RSF* (consulté le 10 avril 2021)
- « Rwanda : Paul Kagame un dictateur africain pas comme les autres » (<https://afrique.lalibre.be/6843/rwanda-paul-kagame-un-dictateur-af-ricain-pas-comme-les-autres/>), sur *La Libre Afrique*, 3 août 2017 (consulté le 10 avril 2021)
- « Rwanda. Un troisième mandat pour Paul Kagame et sa “dictature modèle” » (<https://www.courrierinternational.com/article/rwanda-un-troisieme-mandat-pour-paul-kagame-et-sa-dictature-modele>), sur *Courrier international*, 3 août 2017 (consulté le 10 avril 2021)
- (en-GB) Deutsche Welle (www.dw.com), « 20 years under Rwanda's 'benevolent dictator' Paul Kagame | DW | 17.04.2020 » (<https://www.dw.com/en/20-years-under-rwandas-benevolent-dictator-paul-kagame/a-53159121>), sur *DW.COM* (consulté le 10 avril 2021)
- (en) « Paul Kagame / Biography, Education, & Facts » (<http://global.britannica.com/EBchecked/topic/309587/Paul-Kagame>), sur *Encyclopedia Britannica* (consulté le 2 octobre 2020).
- (en) Colin M. Waugh, *Paul Kagame and Rwanda : Power, Genocide and the Rwandan Patriotic Front*, McFarland, 2013 (lire en ligne (<http://books.google.fr/books?id=a82JCYuEdMAC&pg=PA12&q=rosalie+Gicanda>)), p. 12-13
- Mehdi Ba, « Comment une reine a sauvé la vie de Paul Kagame », *Jeune Afrique*, 21 juin 2017 (lire en ligne (<http://www.jeuneafrique.com/mag/446543/politique/reine-a-sauve-vie-de-paul-kagame/>))
- (en) Henry Louis Gates, Jr., Emmanuel Akyeampong et Mr. Steven J. Niven, *Dictionary of African Biography*, OUP USA, 2012 (lire en ligne (<https://books.google.fr/books?id=39JMAgAAQBAJ&pg=RA2-PA263&dq=Paul+Kagame+rosalie+Gicanda>)), « Kagame, Paul », p. 263
- « Paul Kagame, la renaissance autoritaire du Rwanda » (<https://www.la-croix.com/Monde/Afrique/Paul-Kagame-renaissance-autoritaire-Rwanda-2017-08-04-1200867745>), *La Croix*, 4 août 2017 (consulté le 10 octobre 2018)
- « Mission d'information sur le Rwanda, audition de M. Paul Dijoud » (<http://www.assemblee-nationale.fr/11/dossiers/rwanda/auditi02.asp#DIJOU02Audition>), sur *Assemblée nationale*, décembre 1998 (consulté le 13 août 2010)
- Renaud Girard, « Quand la France jetait Kagame en prison », *Le Figaro*, 23 novembre 1997.
- Rapport de la commission d'enquête indépendante (http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=S/1999/1257) sur les actions de l'ONU lors du génocide de 1994 au Rwanda, p.27.
Voir aussi Prunier Gérard, *Rwanda : le génocide*, Paris, Dagorno, (1997)
Des Forges, *Aucun témoin ne doit survivre*, Karthala, p. 21-23 et p. 817 et suivantes
- Le juge Trévidic va devoir faire vite s'il veut rencontrer des témoins « en vie » de l'assassinat du président Habyarimana (<http://bernardlugan.blogspot.cz/2014/01/le-juge-trevidic-va-devoir-faire-vite.html>), Bernard Lugan, 2 janvier 2014 ; sur l'auteur voir [Qui est B. Lugan ? \(http://www.francerwandagenocide.org/documents/QuiEstBernardLugan.pdf\)](http://www.francerwandagenocide.org/documents/QuiEstBernardLugan.pdf)
- Selon le général Nyamwasa, Paul Kagamé aurait ordonné l'assassinat du président Habyarimana (<http://bernardlugan.blogspot.cz/2012/06/selon-le-general-nyamwasa-paul-kagame.html>), Bernard Lugan, 25 juin 2012

17. RWANDA : Mise au point de B. Lukan sur le rapport des juges Trévidic et Poux : L'implication du FPR mise à nu (<http://www.france-rwanda.info/article-rwanda-mise-au-point-de-b-lukan-sur-le-rapport-des-juges-trevidic-et-poux-l-implication-du-fpr-97426103.html>), france-rwanda.info, 18 janvier 2012
18. Jean Chatain, « Crise politique au Rwanda », *L'Humanité*, 29 mars 2000 (lire en ligne (<https://www.humanite.fr/node/224882>), consulté le 15 mai 2019)
19. Pascal Airault, « Qui est Paul Kagamé, le président éternel du Rwanda ? », *L'Opinion*, 7 août 2017 (lire en ligne (<https://www.lopinion.fr/edition/international/qui-est-paul-kagame-president-eternel-rwanda-132034>), consulté le 15 mai 2019)
20. « Pasteur Bizimungu le président du Rwanda a démissionné », *Libération*, 24 mars 2000 (lire en ligne (https://www.liberation.fr/planete/2000/03/24/pasteur-bizimungu-le-president-du-rwanda-a-demissionne_320303), consulté le 15 mai 2019)
21. « Le Rwanda de Paul Kagamé, une présidence controversée » (http://www.lejournalinternational.fr/Le-Rwanda-de-Paul-Kagame-une-presidence-controversee_a1023.html), Amaury Hauchard, Le Journal International, 5 juillet 2013
22. « Tout savoir sur Paul Kagame – JeuneAfrique.com » (<https://www.jeuneafrique.com/personnalites/paul-kagame/>), sur *JeuneAfrique.com* (consulté le 10 octobre 2018)
23. « Burundi et Rwanda : le renouveau de la région des grands lacs » (<https://www.senat.fr/ga/ga69/ga695.html>), sur *www.senat.fr* (consulté le 13 janvier 2021)
24. *Paul Kagame président du Rwanda avec 93 % des voix* (<https://www.20minutes.fr/article/588005/monde-paul-kagame-president-du-rwanda-avec-93-des-voix>), 20minutes.fr, 11 août 2010
25. (en) « Rwandan president Paul Kagame could rule until 2034 after voters lift limits » (<https://www.theguardian.com/world/2015/dec/19/rwandan-president-paul-kagame-could-rule-until-2034-after-voters-lift-limits>), Associated Press et The Guardian, 19 décembre 2015
26. Cyril Bensimon, « Le président rwandais Paul Kagamé annonce sa candidature à un troisième mandat » (https://www.lemonde.fr/afrique/article/2016/01/01/le-president-rwandais-paul-kagame-annonce-sa-candidature-a-un-troisieme-mandat_4840633_3212.html), Le Monde, 1^{er} janvier 2016
27. Marie Verdier, « La francophonie en pleine errance » (<https://www.la-croix.com/Monde/Francophonie-pleine-errance-2018-10-11-1200975208>), la-croix.com, 11 octobre 2018.
28. « En visite en Israël, Kagame salue une coopération "fleurissante" », *L'Orient-Le Jour*, 10 juillet 2017 (lire en ligne (<https://www.lorientlejour.com/article/1061654/en-visite-en-israel-kagame-salue-une-cooperation-fleurissante.html>))
29. Rwanda : Paul Kagame est élu avec 98 % des voix, sans surprise (https://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/08/05/rwanda-paul-kagame-est-elu-avec-98-des-voix-sans-surprise_5168945_3212.html), *Le Monde*, 5 août 2017.
30. « Le top 10 des chefs d'Etat à la plus forte longévité » (<https://www.rfi.fr/fr/hebdo/20171124-afrique-chefs-etat-longevite-president-mugabe-sassou-obiang-kagame>), sur *RFI*, 24 novembre 2017
31. « La gouvernance de Paul Kagamé à l'épreuve de l'Union africaine » (https://www.lemonde.fr/afrique/article/2018/01/29/la-gouvernance-de-paul-kagame-a-l-epreuve-de-l-union-africaine_5248447_3212.html), sur *Le Monde.fr* (consulté le 29 janvier 2018)
32. « Rwanda : Paul Kagame succède à Yoweri Museveni à la tête de l'EAC » (<https://www.jeuneafrique.com/729156/politique/rwanda-paul-kagame-succede-a-yoweri-museveni-a-la-tete-de-leac/>), sur *JeuneAfrique.com*, 2 février 2019 (consulté le 12 février 2019)
33. "Congo, Rwanda Responsables de Graves Abus" (<https://www.hrw.org/french/press/2001/kabila0201-fr.htm>), Human Rights Watch

34. (en) "UN set to publish DR Congo 'war crimes report'" (<https://www.bbc.co.uk/news/world-africa-11450093>), BBC, 1^{er} octobre 2010
35. Monique Mas, « De Mobutu à Kabila : Les deux guerres du Congo (1996-1998) », *Radio France internationale*, 10 juillet 2006 (lire en ligne (http://www1.rfi.fr/actufr/articles/079/article_44913.asp), consulté le 5 août 2017)
36. *Rapport final du groupe d'experts sur l'exploitation illégale des ressources naturelles et autres formes de richesses de la République démocratique du Congo* (<http://www.grip.org/bdg/g2044.html>), document S/2002/1146, New York, 16 octobre 2002, p. 15.
37. *Le Rwanda aide les rebelles de Laurent Nkunda en RDC (ONU)* (<http://www.monuc.org/news.aspx?newsID=19575>), AFP, 12 décembre 2008.
38. *À l'abri des regards, les "disparitions" et les homicides continuent* (<http://web.amnesty.org/library/index/FRAAFR470231998>), Amnesty International, document public, 23 juin 1998 ; *Rapport 2005* (<http://web.amnesty.org/report2005/rwa-summary-fra>) d'Amnesty International
39. « Au Rwanda, la répression s'amplifie à l'approche des élections présidentielles » (https://www.lemonde.fr/afrique/portfolio/2010/07/16/au-rwanda-la-repression-s-amplifie-a-l-approche-des-elections-presidentielles_1388992_3212.html), *Le Monde* du 16 juillet 2010
40. « RSF appelle les bailleurs de fonds à suspendre leur soutien au Rwanda » (https://www.lemonde.fr/depeches/2010/07/14/rsf-appelle-les-bailleurs-de-fonds-a-suspendre-leur-soutien-au-rwanda_3236_58_42967754.html), *Le Monde* du 14 juillet 2010
41. « Le journaliste Jean-Léonard Rugambage assassiné devant son domicile de Kigali » (<https://rsf.org/fr/actualites/le-journaliste-jean-leonard-rugambage-assassine-devant-son-domicile-de-kigali>), Reporters sans frontières, 25 juin 2010
42. « Rwanda : l'opposition décimée avant le scrutin » (<http://www.liberation.fr/monde/0101647282-rwanda-l-opposition-decimee-avant-le-scrutin>), *Libération* du 16 juillet 2010
43. *Zapatero cède à la pression et pose un lapin à Kagame* (<http://www.jeuneafrique.com/Article/ARTJAWEB20100716141917/zapatero-cede-a-la-pression-et-pose-un-lapin-a-kagame.html>), *Jeune Afrique* du 16 juillet 2010.
44. (en) « Spain dismisses Rwanda war crimes case against 40 officials » (<https://www.bbc.com/news/world-africa-34477883>), BBC News, 8 octobre 2015
45. Article de RFI (<http://www.rfi.fr/afrique/20140102-afrique-du-sud-rwanda-patrick-karegeya-assassine-opposition-rwandaise>) du jeudi 2 janvier 2014.
46. Clément Mathieu, « L'attaque qui déclencha le génocide Rwanda : L'enquête sur l'attentat d'avril 1994 est close », *Paris Match*, 8 juillet 2014 (lire en ligne (<http://www.parismatch.com/Actu/International/Rwanda-L-enquete-sur-l-attentat-qui-a-tue-le-president-Habyarimana-le-6-avril-1994-et-declenche-le-genocide-au-Rwanda-est-close-574099#>), consulté le 2 octobre 2020).
47. Archives (<http://permanent.nouvelobs.com/etranger/20061121.OBS9896.html>)
48. « L'enquête sur l'attentat d'avril 1994 au Rwanda est close » (<http://www.capital.fr/a-la-une/actualites/l-enquete-sur-l-attentat-d-avril-1994-a-u-rwanda-est-close-947104>), sur *capital.fr*, 8 juillet 2014 (consulté le 2 octobre 2020).
49. Rédaction Europe1.fr avec AFP, « Attentat Habyarimana : l'enquête française relancée pour entendre un dissident rwandais qui accuse Kagame » (<http://www.europe1.fr/international/attentat-habyarimana-lenquete-francaise-relancee-pour-entendre-un-dissident-rwandais-qui-accuse-kagame-2867278>), sur *europe1.fr*, 7 octobre 2016 (consulté le 2 octobre 2020).
50. RFI, « Planification de l'attentat de 1994 au Rwanda : les explications de Nyamwasa » (<http://www.rfi.fr/afrique/20161018-rwanda-planification-attentat-1994-explications-nyamwasa-kagame-france-enquete>), sur *rfi.fr*, 18 octobre 2016 (consulté le 2 octobre 2020).

51. (en) Kagame's fury at Spanish warrants (<http://news.bbc.co.uk/2/hi/africa/7325992.stm>), news.bbc.co.uk, 2 avril 2008
52. « Les dix types de wissams royaux accordés par Mohammed VI » (http://telquel.ma/2016/09/02/les-dix-types-wissams-royaux-accordes-mohammed-vi_1512834), sur *Telquel*, Casablanca, 2 septembre 2016 (consulté le 28 décembre 2012)
53. Serigne Cheikh Djitté, « Paul Kagame décoré par le roi Mohammed VI », *L'Observateur du Maroc*, 21 juin 2016 (lire en ligne (<https://www.maghress.com/fr/lobserveur/30643>), consulté le 28 décembre 2016)

Voir aussi

Articles connexes

- Politique au Rwanda
- Liste des dirigeants actuels des États
- Liste des présidents du Rwanda
- Cabinet du Rwanda

Sur les autres projets Wikimedia :

Paul Kagame (https://commons.wikimedia.org/wiki/Paul_Kagame?uselang=fr), sur Wikimedia Commons

Paul Kagame, sur Wikiquote

Bibliographie

- (en) Stephen Kinzer, *A thousand hills : Rwanda's rebirth and the man who dreamed it*, John Wiley & Sons, Hoboken, N.J., 2008, 380 p. (ISBN 978-0-470-12015-6)
- François Misser, *Vers un nouveau Rwanda ? : entretiens avec Paul Kagamé*, Karthala, Paris, 1995, 168 p. (ISBN 2-86537-598-6)
- François Soudan. *L'Homme de Fer. Conversations avec Paul Kagamé, Président du Rwanda*. Idées du Monde 2015. (ISBN 978-2-8640-2444-0)

La dernière modification de cette page a été faite le 11 avril 2021 à 09:02.

Droit d'auteur : les textes sont disponibles sous licence Creative Commons attribution, partage dans les mêmes conditions ; d'autres conditions peuvent s'appliquer.

Liens externes : utilisation pour plus de détails, ainsi que les crédits graphiques. En cas de réutilisation des textes de cette page, voyez comment citer les auteurs et mentionner la licence.

Wikipedia® est une marque déposée de la Wikimedia Foundation, Inc., organisation de bienfaisance régie par le paragraphe 501(c)(3) du code fiscal des États-Unis.

International Standard Name Identifier (<http://isni.org/isni/0000000114766769>) ·

Bibliothèque nationale de France (<http://catalogue.bnf.fr/ark:/12148/cb125051432>) (données (<http://data.bnf.fr/ark:/12148/cb125051432>) · Système universitaire de documentation (<http://www.idref.fr/034279903>) ·

Bibliothèque du Congrès (<http://id.loc.gov/authorities/nr97006324>) · Gemeinsame Normdatei (<http://d-nb.info/gnd/121091171>) ·

